



À tous nos syndicats,

Cher-e-s camarades,

Lors du CCN des 8 et 9 février 2022, ou en amont, trois organisations de la CGT (Fédération des Services Publics, Fédération des Organismes Sociaux et Fédération de l'Énergie) ont annoncé une journée d'action le 31 mars en expliquant leurs démarches revendicatives respectives.

Par la suite, la Fédération des cheminots a annoncé le report de sa manifestation nationale (initialement prévue le 17) au 31 mars. D'autres fédérations comme la FNIC, des unions départementales, appellent désormais à l'action le 31 mars, confirmant l'intérêt de cette date.

Ce que subissent les travailleuses et travailleurs ne relève pas que des politiques spécifiques des entreprises ou des administrations, mais se développe dans le cadre d'une attaque globale contre le monde du travail : salaires, emplois, protection sociale, industries et services publics sont laminés.

A quelques jours du premier tour des élections présidentielles, il nous semble qu'une forte visibilité de la CGT sur ces questions, est indispensable.

La guerre en Ukraine impacte également l'actualité. La défense de la Paix revient au premier plan. Mais elle ne se dissocie pas des questions sociales puisque la spéculation génère déjà des augmentations des biens de première nécessité comme le gaz, l'électricité, le pétrole, l'alimentation et tous les autres éléments de la vie courante.

Un pan entier d'industriels risque de mettre leurs travailleurs en chômage technique voire de délocaliser leurs activités. Emmanuel Macron annonce une grande loi de « résilience » qui voudra probablement imposer de nouvelles régressions sociales au titre de la compétitivité nécessaire au maintien de nos industries dans un contexte de guerre.

Nous devons nous préparer à faire face à ce chantage, et à faire des propositions pour « le pain et la Paix », dans la grande tradition de notre organisation. La CGT doit être à la pointe de la mobilisation du monde du travail.

C'est pourquoi nous appelons nos syndicats, et toutes les organisations qui le souhaitent, à construire des convergences le 31 mars, à faire de cette date une première marche dans cette riposte générale dont nous avons besoin.

Nous serons également le 24 mars dans la rue, avec les organisations de retraités pour la défense et l'amélioration des pensions, de la Santé et des Services publics.

Nous devons nous mobiliser, non pas à côté les uns des autres, mais bien trouver des moments dans la journée, des formes de mobilisation, des mots d'ordre qui nous permettent de nous renforcer mutuellement.

Au-delà du 17, 24 et du 31 mars, nous ne pouvons pas faire l'impasse sur l'issue des élections politiques. Sauf surprise, ce qui est devant nous, ce sont des attaques sans précédent contre le monde du travail.

Il nous faut construire bien en amont notre réaction, ce travail est absolument vital pour la CGT, face aux attaques antisociales de grande ampleur qui ne manqueront pas d'être lancées contre nous dans quelques semaines, pendant l'été, et à la rentrée de septembre.

La CGT a encore des capacités fortes de mobilisation pour autant que nous les mettions en débat dans nos syndicats suffisamment tôt.

Dès à présent nous devons lancer un ultimatum au futur gouvernement, préparer une rentrée sociale puissante, et d'ici là, nous donner confiance à agir collectivement. Les salariés eux-mêmes peuvent être motivés s'ils mesurent que les attaques sont dangereuses, s'ils jugent que la lutte est construite sérieusement et qu'elle a des perspectives de victoire.

Attendre ou ignorer la situation reviendrait à désarmer nos organisations et finalement toute notre CGT.

Construisons ensemble un grand 31 mars, et préparons dès à présent une rentrée sociale avec une puissante mobilisation interprofessionnelle pour faire face à l'attaque globale qui se prépare.

